



Il y en marre des riches qui s'offrent tous les cadeaux sans aucun complexe au détriment du plus grand nombre ! Ils nous cassent nos retraites et nos services publics, font croire le précaire... sous prétexte que nous sommes en période de "crise". Pourtant cela ne les empêche pas de réduire l'Impôt Sur la Fortune (ISF) dans un but bien précis : arriver à son abolition. Sarkozy et la bande du Fouquet's continuent donc sur leur lancée : ils précarisent tout le monde et enrichissent les plus riches. Ce n'est pas au peuple de payer la crise ! La France est riche, les Français, eux par contre, luttent tous les jours pour essayer d'avoir une situation stable et vivre décemment. Avec le Front de Gauche, nous prendrons l'argent par l'impôt là où il est : dans les poches des oligarques, des banquiers, et des 96 personnes qui, en France, détiennent à elles seules 46% des actions du CAC40. Nous mettrons en place un revenu maximum.

La redistribution des richesses n'est pas une utopie, un plus juste partage des richesses est possible !

Au Front de Gauche nous n'avons cessé de combattre le système oligarchique du gouvernement et de proposer face à cela des radicalités concrètes, pour plus d'égalité et moins de précarité.

Ce combat nous le menons aussi dans ces élections cantonales, pour les 20 et 27 mars prochains nous défendons un programme social avec des propositions concrètes pour une meilleure répartition des richesses.

Ce sont les salariés qui créent la richesse, pourtant ce sont leurs conditions de vie qui sont sans cesse attaquées et dégradées et qui vivent dans la peur du lendemain. Contre cette logique, le Département doit soutenir financièrement en priorité l'Economie Sociale et Solidaire

et uniquement les entreprises qui respectent des critères sociaux et écologiques sans attribuer d'aides aux entreprises qui font des profits mais qui, pourtant, licencient leurs employés ou se délocalisent.

Il faut inverser les priorités budgétaires. Ce ne sont pas les politiques sociales, culturelles et environnementale qu'il faut restreindre, comme le fait l'actuelle majorité départementale, mais au contraire oeuvrer pour l'augmentation des subventions aux associations impliquées dans ces secteurs. Le taux de chômage des jeunes Essonniers est plus élevé qu'au niveau national, particulièrement en ce qui concerne les jeunes issus des milieux populaires. C'est pourquoi il est urgent que les crédits en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les emplois tremplins/jeunes, fassent l'objet de revalorisation.

L'égalité et la solidarité passent par nos services publics afin qu'ils soient de qualité. Il faut que l'emploi public y soit stable, nous refusons donc de supprimer des postes de fonctionnaires dans le département. Nous engagerons le département dans la titularisation de tous les précaires.

Un logement décent pour tous, cela passe par des logements publics et l'arrêt des aides aux communes qui refusent de créer au moins 20% de logements sociaux. A l'inverse, nous apporterons une aide juridique et financière aux communes qui lutteront contre les inégalités et qui veulent réquisitionner les logements vides. Pour contribuer à la construction de logements sociaux le Conseil Général doit se doter d'un véritable outil foncier d'achats de terrain.

La solidarité est une valeur fondamentale de notre République, pourtant elle est mise à mal par le capitalisme privilégiant l'individualisme et l'isolement des citoyens. La droite a organisé un transfert de compétences de l'Etat vers le Département sans pour autant lui donner plus de moyens. L'action sociale est donc devenue la plus grosse part des dépenses du Conseil général sans qu'il ne puisse pour autant assurer une vie décente à tous par manque de moyens. Nous exigeons donc que l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) soit financée nationalement pour garantir le niveau de prise en charge de la dépendance de nos aînés et que le Revenu de Solidarité Active (RSA) soit compensé par l'Etat afin d'en faire un réel moyen de réinsertion vers l'emploi. Il est inadmissible que le RSA, sous couvert d'encourager l'activité professionnelle, soit pour Sarkozy et son gouvernement un outil de surveillance des chômeurs en fin de droit. Dans le contexte actuel, le RSA entérine et aggrave le travail précaire.

Afin de poursuivre la mise en place d'une politique réellement sociale l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) doit être au moins égale au SMIC et les moyens des services sociaux augmentés pour garantir des suivis efficaces notamment dans la prévention de la maltraitance des enfants.

La radicalité concrète, c'est ça : des propositions concrètes destinées à changer réellement le cours des choses et la vie quotidienne des citoyens. Le Conseil général de l'Essonne a les moyens de mieux répartir les richesses en réparant les dégâts causés par le capitalisme financier. C'est cette orientation que je souhaite donner au Département. Soyez utiles à vous-mêmes et à l'amélioration des conditions de votre existence, en votant pour moi le 20 mars.